



Les chiffres du second semestre 2013 de l'Idom semblent un peu plus prometteurs que ceux du premier semestre, visiblement mal orienté.

© Photo : Pierre Marcial

est suffisamment concurrentiel. Beaucoup de banques nous disent même qu'elles aimeraient voir un peu plus de bons dossiers arriver sur leur bureau, mais les entreprises, moins confiantes en l'avenir, remettent leur investissement et leurs demandes de crédits à plus tard", estime Thierry Beltrand.

Preuve que les banques ne seraient pas moins frileuses : la stabilisation du nombre de dossiers arrivant en médiation du crédit (lire par ailleurs). Frileuses, peut-être pas, mais plus prudentes certainement. "Elles sont plus vigilantes sur la qualité de leurs signatures", précise Mathieu Morando. Et pour cause : les banques sont elles aussi davantage contrôlées et surveillées depuis l'application des accords de Bâle III, qui les obligent à renforcer leurs fonds propres et leurs capitaux.

Lexique :

Coût du risque : charge nette de provisionnement sur créances irrécupérables. Il regroupe l'ensemble des risques inhérents à l'activité du crédit bancaire, que ceux-ci soient de change, de défaillance, de contrepartie, de taux ou de crédit.

Créance douteuse : titre de créance dont on n'est pas sûr d'obtenir le remboursement à échéance, la plupart du temps du fait de la mauvaise santé financière du débiteur, et pour laquelle il faut donc passer une provision.

Dépôt à vue : dépôt de fonds effectué par un agent économique (ménages, entreprise,...) sur un compte bancaire ouvert auprès d'une institution financière. Il a pour caractéristique de pouvoir être restitué à tout moment sur simple demande.

Source : Bilan économique 2012 de La Réunion de l'Insee

Un facteur réglementaire déterminant dans la politique d'attribution des crédits. Soumises à des exigences légales plus fortes, les banques prennent le temps de réaliser des arbitrages avant d'accepter ou refuser un crédit.

De quelle manière la taille et le secteur d'activité entrent en ligne de compte dans leur décision ? Les risques les plus importants restent concentrés dans l'immobilier et la construction, secteur portant 48,5% des risques, les administrations publiques représentent 17,9% des risques. Les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit sont stables au deuxième trimestre et la sinistralité en nette amélioration depuis le second semestre 2012.

"Le poids des créances douteuses au sein de l'encours total des crédits à l'économie demeure élevé à 6,2%", note l'Idom. Par secteur d'activité, l'encours dans l'immobilier auparavant très concentré dans le secteur privé a rebasculé depuis le changement de la défiscalisation aux logements sociaux. Le taux de créances douteuses est calculé à partir des déclarations faites au service central des risques, géré par la Banque de France, soit l'Idom en local.

"Du fait du durcissement réglementaire qui complique la donne, les banques se montrent raisonnables dans leur prise de risque", précise Thierry Beltrand. Dans le rapport entre la dimension de l'entreprise et son accès au crédit, force est de constater que prêter à de grandes entreprises ne préserve pas du risque. "La taille de l'entreprise n'est pas forcément un gage de fiabilité, comme on l'a vu avec de grands groupes qui ont perdu des sommes colossales. De toute façon, aucun établissement de crédit à La Réunion ne peut s'offrir le luxe de refuser de prêter aux PME et aux TPE qui présentent un bon dossier", tranche Thierry Beltrand, directeur de l'Idom. Diversifier le portefeuille des entreprises clientes est un bon moyen pour la banque de limiter les risques.

"En cas de difficultés, les toutes petites entreprises sont les premières à être fragilisées, mais ce sont aussi les premières à repartir", ajoute Mathieu Morando.

Comment évolue le prix du crédit aujourd'hui à La Réunion ? "Globalement, le coût du crédit suit les tendances nationales, c'est à dire qu'il a fortement diminué les dernières années", explique Thierry Beltrand. Le coût du crédit a subi une hausse générale de 2005 à 2008, avant de s'inscrire dans la tendance inverse du fait de décisions de politique monétaire de la Banque centrale européenne. Les taux n'ont cessé de baisser jusqu'au troisième trimestre 2009. Demeurant à un niveau historiquement bas, le coût du crédit reste plus élevé dans les départements d'outre-mer.

"Si le taux du crédit a fortement diminué, il reste au dessus des taux pratiqués en Métropole", précise Thierry Beltrand. Du fait de l'étroitesse du marché, les banques ne peuvent pas réaliser ici d'économies d'échelle et ont des conditions d'exploitations différentes avec des surcoûts liés à leur implantation locale et un back-office particulier.

"Les banques locales manquent de ressources locales et sont donc contraintes de se refinancer auprès de leur maison mère, ce qui coûte cher. Comme elles ne font pas de volume, elles sont contraintes de diversifier leurs activités avec de l'assurance, de la téléphonie...", précise le directeur de l'Idom.

Si les taux directeurs ont fortement baissé, cela n'a pas été forcément répercuté, car les banques ont compensé la baisse de leurs commissions intervenues au même moment. Pour ces raisons, le coût du crédit reste plus important à La Réunion. Toutefois, jusqu'à un certain montant. "À partir d'un seuil qu'on fixe en général à 75 000 euros, on se finance à La Réunion à un taux identique à celui pratiqué en Métropole", explique Thierry Beltrand.



INVESTISSEMENTS OUTRE-MER

1^{ER} OPÉRATEUR GIRARDIN

INDUSTRIEL - IMMOBILIER - LOGEMENT SOCIAL

LA GAMME IR - IS LA PLUS LARGE du marché

ET AUTRES OPÉRATIONS D'EXCEPTION



STARINVEST
OCEAN INDIEN

CONTACTEZ STÉPHANE SCHLÖGEL OU YOAN MAILLOT

02 62 98 06 80 - ACCUEIL@STARINVEST.RE

7 BIS, RUE MAZAGRAN - 97400 SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE STAR INVEST - BIENTÔT 20 ANS D'EXPÉRIENCE

- 1 Milliard d'€ d'opérations Outre-Mer réalisé depuis 2010
- 100 agréments obtenus en logements sociaux (4.900 logements)
- Plus de 60 agréments en cours d'instruction ou de dépôt (2.100 logements)
- Plus de 3.000 logements sociaux à La Réunion
- 500 opérations confiées

Plus de 60 collaborateurs •

6 filiales à travers tous les Outre-mer •

Un réseau de 400 Conseillers en Gestion de Patrimoine •

WWW.STARINVEST.COM